

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205754]

**3 DECEMBRE 2015. — Décret-programme portant des mesures diverses liées au régime des mandats dans plusieurs organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modification du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 7, § 2, du décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes et des provinces de la Région wallonne, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 18 décembre 2003, les mots « Les fonctionnaires dirigeants sont désignés » sont remplacés par les mots « Le directeur général est désigné »;

2° l'alinéa 2, abrogé par le décret du 30 avril 2009 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Le 1<sup>er</sup> directeur général adjoint et le 2<sup>e</sup> directeur général adjoint sont promus par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. ».

CHAPITRE II. — *Modification du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable*

**Art. 2.** A l'article 105 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, modifié par les décrets du 18 décembre 2003, du 23 novembre 2006 et du 16 mai 2013, les mots « et le directeur général adjoint ainsi que les inspecteurs généraux sont désignés » sont remplacés par les mots « est désigné »;

2° l'alinéa 3, abrogé par le décret du 30 avril 2009, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Le directeur général adjoint et les inspecteurs généraux sont promus par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. ».

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi*

**Art. 3.** Dans l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, remplacé par le décret du 10 mai 2012, le mot « adjoints » est inséré entre le mot « généraux » et le mot « responsables ».

**Art. 4.** Dans l'article 23, § 5, du même décret, le mot « adjoints » est inséré entre le mot « généraux » et les mots « ou à un ou plusieurs membres ».

**Art. 5.** Dans l'article 23bis, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012, les mots « de rang A2 » sont remplacés par les mots « de rang A3 ».

**Art. 6.** Dans l'article 23ter, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012, le mot « adjoints » est inséré entre le mot « généraux » et les mots « des Directions générales ».

**Art. 7.** Dans l'article 23quater, § 2, du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012 et modifié par le décret du 20 février 2014, le mot « adjoint » est inséré entre le mot « général » et les mots « est réputé ».

**Art. 8.** A l'article 23quinquies du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le mot « adjoints » est inséré entre le mot « généraux » et les mots « , des pouvoirs »;

2° au paragraphe 2, le mot « adjoints » est inséré entre le mot « généraux » et les mots « des Directions générales. ».

**Art. 9.** A l'article 23sexties du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les directeurs généraux adjoints sont promus par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne. »;

2° à l'alinéa 3, le mot « adjoint » est inséré entre les mots « général » et « de la Direction générale ».

CHAPITRE IV. — *Modification du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises*

**Art. 10.** L'article 11 du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, modifié par le décret du 30 mai 2013 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. L'administrateur général est désigné par le Gouvernement pour un mandat d'une durée de cinq ans aux conditions fixées par le titre II du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

L'administrateur général adjoint est promu par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. ».

CHAPITRE V. — *Modification du Code wallon du Tourisme*

**Art. 11.** A l'article 7D du Code wallon du Tourisme, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « et le commissaire général adjoint sont désignés » sont remplacés par les mots « est désigné »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le commissaire général adjoint est promu par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. »;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir accordées au commissaire général au tourisme et, sur délégation expresse ou en cas d'incapacité de celui-ci, au commissaire général adjoint. ».

CHAPITRE VI. — *Modification du décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture*

**Art. 12.** L'article D. 370 du décret du 27 mars 2014 relatif au Code wallon de l'Agriculture est remplacé par ce qui suit :

« Art. D. 370. Le directeur général est désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le directeur général adjoint est promu par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir qui sont accordées au directeur général et au directeur général adjoint. ».

CHAPITRE VII. — *Modification du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers*

**Art. 13.** L'article 11 du décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, modifié en dernier lieu par le décret du 11 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. L'Agence est dirigée par un administrateur général de rang A2 assisté de deux directeurs généraux de rang A3. L'administrateur général est nommé par le Gouvernement, pour un mandat aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Les directeurs généraux sont promus par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir qui sont accordées aux fonctionnaires dirigeants, sans préjudice des compétences réservées au conseil d'administration. ».

CHAPITRE VIII. — *Modification du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne*

**Art. 14.** Dans l'article 4 du décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de service public en Région wallonne (I.S.S.E.P), inséré par le décret du 30 avril 2009, le paragraphe 4 inséré par le décret du 9 avril 1998 et remplacé par le décret du 30 avril 2009 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le directeur général est désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. Le directeur général adjoint est promu par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. ».

CHAPITRE IX. — *Modification du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie*

**Art. 15.** L'article 225 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, modifié par le décret du 1<sup>er</sup> avril 1999 et remplacé par le décret du 18 décembre 2003, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 225. L'administrateur général est désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir qui sont accordées à l'administrateur général.

L'administrateur général adjoint est promu par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du 18 décembre 2003 du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne. ».

CHAPITRE X. — *Modification du décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique*

**Art. 16.** Dans l'article 14 du décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, remplacé par le décret du 30 avril 2009, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement désigne l'administrateur général selon les modalités qu'il détermine. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 décembre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—  
Note

(1) *Session 2015-2016.*

*Documents du Parlement wallon*, 320 (2015-2016) n<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 2 décembre 2015.

Discussion.

Vote.

—  
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205754]

**3. DEZEMBER 2015 — Programmdekret zur Festlegung verschiedener Maßnahmen im Zusammenhang mit der Mandatsregelung in mehreren Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Änderung des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der Gemeinden und der Provinzen zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren*

**Artikel 1** - Artikel 7 § 2 des Dekrets vom 23. März 1995 zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden und der Provinzen der Wallonischen Region zu gewähren wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1, ersetzt durch das Dekret vom 18. Dezember 2003, wird der Wortlaut "Die leitenden Beamten werden" durch den Wortlaut "Der Generaldirektor wird" ersetzt;

2° Absatz 2, aufgehoben durch das Dekret vom 30. April 2009, wird wie folgt wieder aufgenommen:

"Der erste stellvertretende Generaldirektor und der zweite stellvertretende Generaldirektor werden nach den in Buch II Titel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert."

KAPITEL II — *Änderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse*

**Art. 2** - In Artikel 105 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2, abgeändert durch die Dekrete vom 18. Dezember 2003, vom 23. November 2006 und vom 16. Mai 2013 wird der Wortlaut "und der beigeordnete Generaldirektor sowie die Generalinspektoren werden" durch den Wortlaut "wird" ersetzt;

2° Absatz 3, aufgehoben durch das Dekret vom 30. April 2009, wird wie folgt wieder aufgenommen:

"Der stellvertretende Generaldirektor und die Generalinspektoren werden nach den in Buch II Titel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert."

KAPITEL III — *Änderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi"*

**Art. 3** - In Artikel 19 § 1 Ziffer 4 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über das "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung), ersetzt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, wird in der französischen Fassung zwischen den Begriff "généraux" und den Begriff "responsables" der Begriff "adjoints" eingefügt.

**Art. 4** - In Artikel 23 § 5 desselben Dekrets wird in der französischen Fassung zwischen den Begriff "généraux" und der Wortfolge "ou à uno u plusieurs membres" der Begriff "adjoints" eingefügt.

**Art. 5** - In Artikel 23bis Absatz 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "de rang A2" durch die Wortfolge "de rang A3" ersetzt.

**Art. 6** - In Artikel 23ter Absatz 1 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, wird in der französischen Fassung zwischen den Begriff "généraux" und der Wortfolge "des Directions générales" der Begriff "adjoints" eingefügt.

**Art. 7** - In Artikel 23quater § 4 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012 und abgeändert durch das Dekret vom 20. Februar 2014, wird in der französischen Fassung zwischen den Begriff "général" und der Wortfolge "est réputé" der Begriff "adjoint" eingefügt.

**Art. 8** - In Artikel 23quinquies desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird zwischen den Begriff "généraux" und die Wortfolge ", des pouvoirs" der Begriff "adjoints" eingefügt;

2° in § 2 wird zwischen den Begriff "généraux" und die Wortfolge "des Directions générales" der Begriff "adjoints" eingefügt.

**Art. 9** - In Artikel 23sexties desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, werden in der französischen Fassung folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Les directeurs généraux adjoints sont promus par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la Fonction publique wallonne.";

2° in Absatz 3 wird zwischen den Begriff "général" und die Wortfolge "de la Direction générale" der Begriff "adjoint" eingefügt.

KAPITEL IV — *Änderung des Dekrets vom 17. Juli 2003 zur Gründung des "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Wallonisches Institut für Aus- und Weiterbildung der Selbstständigen und der KMU)*

**Art. 10** - Artikel 11 des Dekrets vom 17. Juli 2003 zur Gründung des "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Wallonisches Institut für Aus- und Weiterbildung der Selbstständigen und der KMU), abgeändert durch das Dekret vom 30. Mai 2013, wird durch folgende Wortfolge ersetzt:

"Artikel 11 - Der Generalverwalter wird durch die Regierung für ein Mandat von einer Dauer von fünf Jahren zu den in Buch II Titel II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Der stellvertretende Generalverwalter wird nach den in Buch II Titel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert."

KAPITEL V — *Änderung des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus*

**Art. 11** - In Artikel 7D des Wallonischen Gesetzbuches über den Tourismus werden in der französischen Fassung folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird die Wortfolge "et le commissaire général adjoint sont désignés" durch die Wortfolge "est désigné" ersetzt;

2° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Le commissaire général adjoint est promu par avancement de grade aux conditions fixées par le titre III du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.";

3° er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir accordées au commissaire général au tourisme et, sur délégation expresse ou en cas d'incapacité de celui-ci, au commissaire général adjoint."

KAPITEL VI — *Änderung des Dekrets vom 27. März 2014 über die Landwirtschaft*

**Art. 12** - Artikel D. 370 des Dekrets vom 27. März 2014 zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft wird durch Folgendes ersetzt:

"Artikel D. 370 - Der Generaldirektor wird durch die Regierung für ein Mandat zu den in Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Der stellvertretende Generaldirektor wird nach den in Buch II Titel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert.

Die Regierung bestimmt, welche Vollmachten dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor übertragen werden."

KAPITEL VII — *Änderung des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der "Agence wallonne à l'exportation" (Wallonische Exportagentur)*

**Art. 13** - Artikel 11 des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der "Agence Wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen), zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 11. Dezember 2014 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 11 - Die Agentur wird durch einen Generalverwalter im Dienstrang A2 geleitet, der von zwei Generaldirektoren im Dienstrang A3 unterstützt wird. Der Generalverwalter wird durch die Regierung für ein Mandat zu den in dem Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen ernannt.

Die Generaldirektoren werden nach den in Buch II Titel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert.

Die Regierung bestimmt, welche Vollmachten den leitenden Beamten übertragen werden, unbeschadet der Zuständigkeiten, die dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.“

KAPITEL VIII — *Änderung des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region*

**Art. 14** - In Artikel 4 des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) in der Wallonischen Region, wird Paragraph 4, eingefügt durch das Dekret vom 9. April 1998 und ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009, durch folgenden Wortlaut ersetzt:

" § 4. Der Generaldirektor wird durch die Regierung für ein Mandat zu den in Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet. Der stellvertretende Generaldirektor wird nach den in Buch II Titel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert.“

KAPITEL IX — *Änderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie*

**Art. 15** - Artikel 225 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, abgeändert durch das Dekret vom 1. April 1999 und ersetzt durch das Dekret vom 18. Dezember 2003, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 225 - Der Generalverwalter wird durch die Regierung für ein Mandat zu den in Buch II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen bezeichnet.

Die Regierung bestimmt, welche Vollmachten dem Generalverwalter übertragen werden.

Der stellvertretende Generalverwalter wird nach den in Buch II Titel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgesetzten Bedingungen durch Aufsteigen im Dienstgrad befördert.“

KAPITEL X — *Änderung des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik)*

**Art. 16** - In Artikel 14 des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Wallonisches Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik), ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009, wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

" § 1. Die Regierung benennt den Generalverwalter nach den von ihr bestimmten Modalitäten.“

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 3. Dezember 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2015-2016.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 320 (2015-2016) Nr. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 2. Dezember 2015.

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205754]

**3 DECEMBER 2015. — Programmadecreet houdende verschillende maatregelen i.v.m. de mandatenregeling in verschillende instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Wijziging van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging van en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven**

**Artikel 1.** Artikel 7, § 2, van het decreet van 23 maart 1995 houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat moet zorgen voor de opvolging en de controle op de beheersplannen van de gemeenten en provincies en dat het financiële evenwicht van de gemeenten en provincies van het Waalse Gewest moet helpen handhaven, wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, vervangen bij het decreet van 18 december 2003, worden de woorden "De leidende ambtenaren worden door de Regering aangewezen" vervangen door de woorden "De directeur-generaal wordt door de Regering aangewezen";

2° het tweede lid, opgeheven bij het besluit van 30 april 2009, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"De eerste adjunct-directeur-generaal en de tweede adjunct-directeur-generaal worden door verhoging in graad bevorderd onder de voorwaarden vastgesteld bij titel III, Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode."

**HOOFDSTUK II. — Wijziging van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen**

**Art. 2.** In artikel 105 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, gewijzigd bij de decreten van 18 december 2003, van 23 november 2006 en van 16 mei 2013, worden de woorden "en de adjunct-directeur-generaal alsook de inspecteurs-generaal worden door de Regering aangewezen" vervangen door de woorden "wordt door de Regering aangewezen";

2° het derde lid, opgeheven bij het besluit van 30 april 2009, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

"De adjunct-directeur-generaal en de inspecteurs-generaal worden door verhoging in graad bevorderd onder de voorwaarden vastgesteld bij titel III, Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode."

**HOOFDSTUK III. — Wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling)**

**Art. 3.** In artikel 19, § 1, 4° van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), vervangen bij het decreet van 10 mei 2012 wordt de zin "het geheel van de directeurs-generaal die verantwoordelijk zijn van de directoraten-generaal" vervangen door de zin "het geheel van de adjunct-directeurs-generaal die verantwoordelijk zijn van de directoraten-generaal".

**Art. 4.** In artikel 23, § 5, van hetzelfde decreet wordt de zin "aan de directeurs-generaal of aan één of verschillende" vervangen door de zin "aan de adjunct-directeurs-generaal of aan één of verschillende".

**Art. 5.** In artikel 23bis, tweede lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 worden de woorden "van rang A2" vervangen door de woorden "van rang A3".

**Art. 6.** In artikel 23ter, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt het woord "adjunct-" ingevoegd tussen de woorden "de adjunct-administrateur-generaal en de" en de woorden "directeurs-generaal".

**Art. 7.** In artikel 23quater, § 2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 en gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, wordt het woord "adjunct-" ingevoegd tussen het woord "Elke" en de woorden "directeur-generaal".

**Art. 8.** Artikel 23quinquies van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1 wordt het woord "adjunct-" ingevoegd tussen de woorden "aan de" en de woorden "directeurs-generaal";

2° in paragraaf 2 wordt het woord "adjunct-" ingevoegd tussen de woorden "en de" en de woorden "directeurs-generaal";

**Art. 9.** Artikel 23sexties van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt gewijzigd als volgt :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"De adjunct-directeurs-generaal worden door verhoging in graad bevorderd onder de voorwaarden vastgesteld bij titel III, Boek II van het besluit van de Waalse Regering houdende de Waalse Ambtenarencode.";

2° in het derde lid wordt het woord "adjunct-" ingevoegd tussen het woord "De" en de woorden "directeurs-generaal".

**HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het decreet van 17 juli 2003 houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen)**

**Art. 10.** Artikel 11 van 17 juli 2003 houdende oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gewijzigd bij het decreet van 30 mei 2013, wordt vervangen als volgt :

"Art. 11. De administrateur-generaal wordt aangewezen door de Regering voor een mandaat van vijf jaar onder de voorwaarden vastgesteld bij titel II, Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De adjunct-administrateur-generaal wordt door verhoging in graad bevorderd onder de voorwaarden vastgesteld bij titel III, Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode."

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het Waals Toerismewetboek*

**Art. 11.** Artikel 7D van het Waals Toerismewetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in het tweede lid wordt de zin "De Commissaris-generaal en de Adjunct-commissaris-generaal worden door de Regering aangewezen" vervangen door de zin "De Commissaris-generaal wordt door de Regering aangewezen";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De Adjunct-commissaris-generaal wordt door verhoging in graad bevorderd onder de voorwaarden vastgesteld bij titel III, Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.";

3° het lid wordt aangevuld met volgend lid :

"De Regering bepaalt de delegaties van bevoegdheid die aan de Commissaris-generaal voor toerisme en, uitdrukkelijk of bij ongeschiktheid van laatstgenoemde, aan de Adjunct-commissaris-generaal worden verleend."

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 27 maart 2014 betreffende het Waalse Landbouwwetboek*

**Art. 12.** Artikel D. 370 van het decreet van 27 maart 2014 betreffende het Waalse Landbouwwetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. D. 370. De directeur-generaal wordt door de Regering voor een mandaat aangewezen onder de voorwaarden vastgesteld bij Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De adjunct-directeur-generaal wordt door verhoging in graad bevorderd onder de voorwaarden vastgesteld bij titel III, Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De Regering bepaalt welke delegaties van bevoegdheden aan de directeur-generaal en aan de adjunct-directeur-generaal worden verleend.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings)*

**Art. 13.** Artikel 11 van het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), laatst gewijzigd bij het decreet van 11 december 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 11. Het Agentschap wordt geleid door een administrateur-generaal van rang A2 bijgestaan door twee directeurs-generaal van Rang A3. De administrateur-generaal wordt door de Regering voor een mandaat benoemd onder de voorwaarden vastgesteld bij Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De directeurs-generaal worden door verhoging in graad bevorderd onder de voorwaarden vastgesteld bij titel III, Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De Regering bepaalt welke bevoegdheden aan de leidend ambtenaren worden toegekend, onverminderd de aan de raad van bestuur voorbehouden bevoegdheden.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)" (Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst in het Waalse Gewest)*

**Art. 14.** In artikel 4 van het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van het "Institut scientifique de Service public en Région wallonne (I.S.S.E.P.)" (Wetenschappelijk Instituut van Openbare dienst in het Waalse Gewest), ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009, wordt paragraaf 4, ingevoegd bij het decreet van 9 april 1998 en vervangen bij het decreet van 30 april 2009, vervangen als volgt :

" § 4. De directeur-generaal wordt door de Regering voor een mandaat aangewezen onder de voorwaarden vastgesteld bij Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. De adjunct-directeur-generaal wordt door verhoging in graad bevorderd onder de voorwaarden vastgesteld bij titel III, Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode."

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie*

**Art. 15.** Artikel 225 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, gewijzigd bij het decreet van 1 april 1999 en vervangen bij het decreet van 18 december 2003, wordt vervangen als volgt :

"Art. 225. De administrateur-generaal wordt door de Regering voor een mandaat aangewezen onder de voorwaarden vastgesteld bij Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

De Regering bepaalt de delegaties van bevoegdheid die aan de administrateur-generaal worden verleend.

De adjunct-administrateur-generaal wordt door verhoging in graad bevorderd onder de voorwaarden vastgesteld bij titel III, boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. ».

HOOFDSTUK X — *Wijziging van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het " Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique "* (WaaIs Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek)

**Art. 16.** In artikel 14 van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het " Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique " (WaaIs instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek), vervangen bij het decreet van 30 april 2009, wordt paragraaf 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. De Regering wijst de administrateur-generaal aan volgens de modaliteiten die zij bepaalt. ».  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 3 december 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J-Cl. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

*Stukken van het Waals Parlement 320 (2015-2016) Nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare zitting van 2 december 2015.*

Bespreking.

Stemming.

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205755]

### 3 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne en ce qui concerne les sélections statutaires

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne en ce qui concerne les sélections statutaires;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 septembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> octobre 2015;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> octobre 2015 établi en application du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation n° 682 du Comité de secteur XVI, conclu le 16 octobre 2015;

Vu l'avis 58.365/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 novembre 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 20, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant diverses dispositions relatives à la Fonction publique wallonne en ce qui concerne les sélections statutaires, le millésime "2015" est remplacé par le millésime "2017" et le millésime "2012" est remplacé par le millésime "2014".

**Art. 2.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 décembre 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX